

Just published: AJ Contrat on the 40th Anniversary of the CISG

AJ Contrat - mensuel - décembre 2020 - pages 501 à 584 - n° 12

ref : 732012

9 1782997 03 20 12 5

AJ Contrat
ACTUALITÉ JURIDIQUE CONTRAT

Dossier

2021
12^e édition

CODE CIVIL

Actualité

507 **LES 40 ANS DE LA CONVENTION DE VIENNE
SUR LA VENTE INTERNATIONALE DE MARCHANDISES**

540 La clause de révision de prix dans les contrats d'affaires
Jean-Louis Fourgoux

543 La franchise au crible du déséquilibre significatif (quand Bercy s'invite chez Subway)
Frédéric Buy et Jean-Christophe Roda

549 Le créancier, le juge et la caution ou de l'importance de toujours s'opposer à la fusion-absorption de son débiteur
Cécile Le Gallou

DALLOZ

Version numérique incluse*

The new issue of the *AJ Contrat* (12/2020) Dalloz contains a special dossier to mark the 40th Anniversary of the *United Nations Convention on Contracts for the International Sale of Goods* (CISG), prepared by Gustavo Cerqueira, full professor at the University of Nîmes, France (in French).

The dossier foreword reads as follows (English translation): “The international sale of goods supports a peace project between Nations. Ninety-four of them share today the same body of substantive rules largely governing the formation and the performance of contracts for the sale of goods as diverse as wine and children’s toys. This uniform law is supported by the United Nations Convention concluded in Vienna on April 11, 1980 (the CISG), which celebrates in 2020 its forty years. This anniversary could not go unnoticed. Few are the instruments on international harmonization that are coming at the age of maturity with such unparalleled authority and vitality. In addition to the constant expansion of its geographical scope of application through the increasing number of accessions, its influence on modernization of certain domestic contract laws, such as the recent legislative reform passed in France, attests to its importance. This can also be measured by the always fascinating questions that arise regarding its existence, its content and its application. Some of them will deserve a sharp analysis, sometimes renewed by those who are participating in this commemorative dossier. Thus, crucial to the success of the Convention - the uniform interpretation remains a challenge, while European Union law recognizes an unexpected importance to the Convention. Also, the CISG’s application still seems to be threatened by the silence of the contractors, while the Convention has dangerous liaisons with the French *action directe*. The links are no less complex between the foreclosure period and the deadline prescription period, while interest rates reveal unresolved issues. Last but not least, poignant current events call for a reinterpretation of the notion of impediment to perform”.

The dossier contains the following articles (titles have been translated into English):

The challenge of uniform interpretation, by Claude Witz (Saarland University)

The CISG’s articulation with the European Union Law, by Cyril Nourissat (University of Lyon 3)

Back on the parties’ silence about the CISG’s application, by Gustavo Cerqueira (University of Nîmes) and Nicolas Nord (University of Strasbourg)

The Vienna Convention and the *action directe*: back on dangerous liaisons, by Etienne Farnoux (University of Strasbourg)

The links between the foreclosure period and the deadline prescription period

(about CISG's Article 39), by Marc Mignot (University of Strasbourg)

The issue of interest rates on arrears, by Franco Ferrari (New York University)

For a reinterpretation of the concept of impediment to perform, by Ludovic Paillet (University of Lyon 3)

The full table of contents is available here (in French).



LES 40 ANS DE LA CONVENTION DE VIENNE SUR LA VENTE INTERNATIONALE DES MARCHANDISES

Le défi de l'interprétation uniforme
par Claude Witz 508

L'articulation de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises avec le droit de l'Union européenne
par Cyril Nourissat 513

Retour sur le silence des parties à propos de l'application de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises
par Gustavo Cerqueira
et Nicolas Nord 517

La Convention de Vienne et l'action directe : retour sur des liaisons dangereuses
par Etienne Farnoux 521

Les liens entre le délai de forclusion et le délai de prescription (à propos de l'article 39 de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises)
par Marc Mignot 525

La question des taux d'intérêt sur les arriérés
par Franco Ferrari 529

Pour une réinterprétation de la notion d'empêchement de l'exécution
par Ludovic Pailler 536

La vente internationale des marchandises soutient un projet de paix entre les Nations. Quatre-vingt-quatorze d'entre elles partagent aujourd'hui un même corps de règles matérielles gouvernant largement la formation et l'exécution des contrats de vente de biens aussi différents que le vin et des jouets d'enfants. Ce droit uniforme est porté par une Convention des Nations unies conclue à Vienne le 11 avril 1980 et qui fête cette année ses quarante ans. Cet anniversaire ne pouvait pas passer inaperçu. Peu nombreux sont les instruments internationaux d'harmonisation qui arrivent à l'âge de la maturité avec une autorité et une vitalité incomparables. Outre l'élargissement constant de son champ d'application spatial grâce au mouvement incessant d'adhésions, son influence sur la modernisation récente de certains droits internes des contrats, comme le droit français, attestent d'une valeur reconnue. Cela se mesure également par les questions toujours passionnantes que son existence, son contenu et son application suscitent. Certaines mériteront une analyse aiguisée, parfois renouvelée par ceux qui sont au cœur de ce dossier commémoratif. Ainsi, déterminante pour le succès de la convention, l'interprétation uniforme demeure un défi, tandis que le droit de l'Union européenne lui reconnaît une importance inattendue. Aussi, l'application de la Convention semble toujours menacée par le silence des contractants, tandis que le texte entretient des liaisons dangereuses avec l'action directe. Les liaisons ne sont pas moins complexes entre le délai de forclusion et le délai de prescription, les taux d'intérêt révélant des questions toujours irrésolues. L'actualité poignante réclame d'ailleurs une réinterprétation de la notion d'empêchement de l'exécution. Que les auteurs soient chaleureusement remerciés pour leur participation à ce dossier.

*Gustavo Cerqueira,
Professeur à l'Université de Nîmes
Directeur scientifique du dossier*